



DOSSIER DE PRESSE

PROGRAMME D'INVESTISSEMENT D'AVENIR

Fonds « Transition numérique de l'État et modernisation de l'action publique »

Les lauréats de la première vague
d'appel à projets



Les lauréats de la vague 1 d'appel à projets

Lancé le 18 décembre 2013, le fonds « Transition numérique de l'État et modernisation de l'action publique » s'inscrit dans le cadre du **programme d'investissements d'avenir**, piloté par le Commissariat général à l'investissement. Le fonds vise à soutenir et à accélérer la réalisation de projets innovants, qui transforment en profondeur les modalités de l'action publique et rendent plus facile la vie des entreprises, des particuliers et des agents publics.

Trois objectifs sont poursuivis : développer les démarches de simplification engagées dans le cadre de la modernisation de l'action publique, rationaliser et mutualiser les infrastructures informatiques au service de la transition numérique, et expérimenter des technologies et des services innovants susceptibles d'accélérer la modernisation de l'État.

Doté à hauteur de 126 millions d'euros, le fonds « **Transition numérique de l'État et modernisation de l'action publique** » finance des projets à vocation interministérielle dans le domaine du numérique.

La **première vague d'appel à projets**, lancée fin 2014, s'est adressée aux administrations pouvant présenter leur projet seules ou en association avec d'autres parties prenantes (opérateurs, collectivités locales). Avec **62 dossiers déposés** dans le cadre des trois premiers appels à projets - Industrialisation de la mise à disposition des données ouvertes, Futurs Publics et Dites-le-nous une fois « Entreprises » - les administrations ont montré leur engagement pour changer les modalités de l'action publique en s'appuyant sur les nouvelles technologies.

Déposés sur le site dédié aux investissements d'avenir, géré par la Caisse des dépôts et consignations, les projets ont été sélectionnés par un jury de neuf experts indépendants, issus du monde de l'entreprise, de l'innovation et de la recherche, qui ont évalué les dossiers et rendu un avis motivé sur la base des critères suivants : caractère interministériel des projets ; capacité à générer un retour sur investissement (RSI) ; caractère innovant et « en rupture » des projets ; caractère stratégique pour la modernisation de l'action publique ; capacité des équipes du porteur de projet ; qualité de la gouvernance (gestion des risques, calendrier, organisation).

À la suite du comité du pilotage final, 42 projets ont été retenus pour un montant total de financement alloué au titre du PIA de 7,2 millions d'euros (hors projet Déclaration Sociale Nominative dont le montant s'élève à 5,7 millions d'euros).

Dans chaque catégorie, des projets innovants et utiles à découvrir et à suivre !

Programme « Industrialisation de la mise à disposition des données ouvertes » – 21 projets

Commissariat général à l'égalité des territoires

Projet OpenData Lab Midi Pyrénées – (CGET – SGAR)

Le projet propose des solutions inédites pour diffuser et utiliser des données ouvertes de la Région Midi Pyrénées, pour développer des collaborations et des projets interservices et interinstitutionnels, notamment dans le domaine de l'eau.

Ce projet constitue une avancée majeure car il aboutira au premier portail d'open data développé par un service déconcentré de l'État. Jusqu'à maintenant, l'open data territoriale a été l'apanage des collectivités locales.

Ministre des Affaires sociales, de la Santé et des Droits des femmes

Mise en place d'une plateforme d'accès à l'apprentissage – (MASS - DGEFP)

Le projet consiste à mettre en œuvre une application internet offrant aux acteurs du développement de l'apprentissage la possibilité de rechercher des entreprises ayant le plus fort potentiel de recrutement pour orienter les apprentis vers une entreprise susceptible de les accueillir.

L'objectif pour les apprentis est de faciliter leur recherche en mettant à leur disposition un outil rassemblant les entreprises susceptibles de les recruter.

Industrialisation du processus d'anonymisation des données – (MASS – DREES/CNAM TS)

Le projet consiste à industrialiser des processus d'anonymisation afin d'offrir des données anonymisées adaptées aux demandes dans le domaine des données de santé et permettre le passage à l'échelle sur des environnements BigData.

Ce projet répond en particulier au besoin d'anonymisation des données de santé dont l'utilisation peut créer des risques de ré-identification. Il permettra notamment une meilleure valorisation du potentiel de ce type de données pour la recherche.

France Stratégie

Serveur de base de données économiques – (France Stratégie/Cepremap)

Le projet consiste à agréger les données économiques et statistiques nationales et mondiales issues de diverses sources, sous des formats hétérogènes, et de les proposer sous forme de portail open data et d'API. Il constituera un outil très appréciable pour les chercheurs en économie.

Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

J'accueille du public : Base de données des établissements recevant du public

– (MEDDE – CGDD/IGN)

Le projet vise à mettre à la disposition des gestionnaires d'établissements recevant du public (ERP) un référentiel ouvert et mutualisé des ERP sur le territoire national afin d'en faciliter la gestion et l'exercice des missions de service public qui concernent ces établissements.

"J'accueille du public" permettra d'une part une meilleure gestion des ERP par les nombreux acteurs publics ou privés qui en ont la charge, et d'autre part facilitera le développement d'une offre de services adaptés à leurs besoins.

Base Adresse Nationale : Infrastructure et API – (MEDDE - IGN)

Base Adresse Nationale : outil communes – (MEDDE - IGN)

Le projet prévoit la mise en place d'infrastructures et d'outils destinés à faciliter l'accès aux services de la Base adresse nationale (BAN) ainsi qu'à ouvrir les possibilités d'y contribuer. Il s'adresse en particulier aux municipalités qui ont la responsabilité de l'adressage des communes et qui sont potentiellement utilisatrices et productrices de données.

Les outils "Infrastructure", "API" et "Outil communes" sont des éléments indispensables au développement de la BAN pour garantir la précision et l'exhaustivité des adresses en France.

Plateforme de géocodage PNG – (MEDDE –CGDD/IGN)

Le projet de plateforme nationale pour le géocodage (PNG) vise à créer une plateforme qui sera un outil collaboratif destiné à l'ensemble des utilisateurs, en particulier ceux de l'administration, faisant du géocodage pour répondre aux besoins des développeurs et des utilisateurs. La plateforme doit en outre permettre un usage simplifié à la Base Adresse Nationale.

'PNG' permettra des développements collaboratifs qui garantiront un niveau de qualité élevé des programmes de géocodage nécessaires pour relier une adresse à un lieu physique.

Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

Hub pour la simplification de l'accès aux données sur l'eau pour les réutilisateurs – (MEDDE – BRGM/ONEMA)

Le projet consiste à améliorer et faciliter l'accès aux données du Système d'Information sur l'Eau (SIE). En dépit de la très grande qualité de ses services et de la richesse des données qu'il propose, le SIE échoue encore aujourd'hui à rendre cette information effectivement réutilisée par des tiers (journalistes de données, scientifiques, experts, industriels utilisateurs d'eau, etc.) et à susciter de nouveaux usages de ses données. Pour y parvenir, le projet HUB'O vise à compléter le SIE en proposant une large gamme d'outils pour faciliter l'accès et l'exploitation des données en réponse à des besoins très variés.

Ministère des Affaires étrangères et du Développement international

Optimisation de la libération en open data des données du MAEDI, via la mise en place d'un système de gestion de données interservices, en vue de leur sémantisation et leur libération – (MAEDI)

Le projet vise à améliorer le partage de données entre les directions pour faciliter les collaborations et mettre à la disposition du public des données ouvertes par le MAEDI.

Il permettra notamment d'utiliser des données géoréférencées pour élaborer des cartes numériques qui pourront être des outils de travail ou des éléments de communication destinés au public.

Ministère de la Culture et de la Communication

Iconolab, expérimentation de l'indexation collaborative de fonds d'images, à l'aide de tags sémantisés décrivant le contenu visuel des images – (MCC/IRI)

IconoLab est destiné à l'expérimentation de l'indexation collaborative de fonds d'images détenus par des institutions culturelles à l'aide de tags sémantisés décrivant le contenu visuel des images. Cet outil sera mis à disposition des contributeurs disposant d'une grande connaissance sur ces sujets au profit des institutions qui n'ont pas nécessairement les ressources ou les connaissances pour indexer les images qu'elles détiennent.

Ministère de l'Intérieur

Open data des taxis – MINT (DSCR)

Le projet « Open Data des taxis » consiste à la mise en place d'un registre d'identification des taxis au niveau national dans une logique d'open data.

Cette base pourra notamment permettre de mieux intégrer les taxis dans les politiques nationales ou locales des transports publics, et de faciliter l'accès à ce type de transport pour les particuliers dans des territoires mal desservis par les transports en communs.

Ministère de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique

Projet DataTourisme – (MINEFI – DGE/SDT)

Le projet consiste à développer une plateforme nationale permettant d'accéder à l'ensemble des données touristiques ouvertes, produites et diffusées par un grand nombre d'acteurs publics locaux, départementaux, régionaux voir nationaux.

DataTourisme permettra une valorisation du patrimoine culturel et naturel qui concerne les activités liées au tourisme.

Mise à disposition des données de mesure de niveau de champ – MINEFI (DGE/ANFR)

Le projet consiste en la création de services autour de la mise à disposition des mesures de niveau de champ, c'est-à-dire les mesures permettant d'évaluer en un lieu donné l'exposition d'une personne aux champs électromagnétiques générés par les émetteurs environnants.

Actuellement, ces mesures ne sont disponibles que ponctuellement et à la demande. Le projet en facilitera l'accès ce qui permettra des évaluations à la fois plus larges et plus précises.

Accès aux données d'équipements radio-maritimes MINEFI – MINEFI (DGE/ANFR)

Des matériels de sécurité et de repérage en mer sont embarqués sur le navire pour émettre des signaux radioélectriques en cas d'urgence. Le projet consiste en la création de services autour de la mise à disposition des équipements radioélectriques associés à un Maritime Mobile Service Identity et un numéro d'immatriculation d'un navire.

La mise en service d'une base de données ouverte de ces équipements peut avoir des usages assez nombreux. Ils peuvent notamment concerner des questions liées à l'équipement et à la sécurité des navires, mais également contribuer à faciliter leur identification en cas de besoin.

Mise à disposition de données pour consulter librement les servitudes radioélectriques projet Servitudes – MINEFI (DGE/ANFR)

Des servitudes d'utilité publique protègent certaines stations radioélectriques des administrations contre des perturbations (rayonnements électromagnétiques divers) ou contre des obstacles (bâtiments et constructions diverses). Le projet consiste en la création de services autour de la mise à disposition de ces servitudes radioélectriques.

Le site envisagé devrait permettre d'améliorer la gestion de ces servitudes par leurs différents titulaires, et de mieux informer les organismes et les particuliers qui s'en préoccupent.

Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

DataESR – MENESR (DGESIP / DRI)

Le projet data ESR a pour objectif de constituer une infrastructure ouverte et générique de gestion et d'exposition des données produites et/ou utilisées (données, nomenclatures et référentiels, autres métadonnées) par l'administration centrale Enseignement supérieur et recherche.

Cette infrastructure polyvalente permettra de mobiliser l'information ministérielle disponible pour différents usages : aide à la décision interne, information institutionnelle et exposition de données ouvertes.

Vers un centre national de modélisation « Système Terre », prototypage pôle ForM@Ter – MENESR (SG)

Le projet consiste à mettre en place un portail commun destiné aux différents chercheurs travaillant sur les thématiques scientifiques de la Terre solide : tectonique, morphogenèse, dynamique érosive, volcanologie, rhéologie et structure du manteau, géodésie, avec quelques extensions au-delà de la Terre solide, comme la glaciologie.

Les nombreux services rendus par ce portail en font un outil unique en son genre : mise à disposition et aide à l'exploitation des données relevant des différents domaines de la Terre solide ; partage des méthodes relatives aux chaînes de traitements des données ; partage des résultats expérimentaux ainsi que l'environnement ayant permis de les atteindre pour favoriser la recherche collaborative ; soutien au développement et la maintenance de logiciels de recherche ainsi qu'à leur diffusion ; partage d'expertise via la mise en relation des communautés de chercheurs.

OpenScol, outil de conception de tableaux de bord en open data – MENESR (DGESCO)

Le projet vise à mieux répondre aux besoins des différents bénéficiaires des tableaux de bord produits et diffusés par la DGESCO sous des formats statiques ou peu dynamiques (PDF, XLS) à l'attention principalement du Ministère, des services de l'État et des collectivités locales.

Il s'agit pour cela :

- De mettre à disposition des données brutes formatées, celles qui sont actuellement utilisées pour constituer les tableaux de bord et également d'autres données qui peuvent intéresser les destinataires habituels de la DGESCO.
- De concevoir et de mettre à disposition une API pour permettre des échanges standardisés.

L'objectif recherché est de mieux répondre aux besoins des différents bénéficiaires de ces tableaux de bord grâce notamment à un éditeur de visualisation des données web (Dataviz) qui permettra aux utilisateurs de définir et de produire eux-mêmes leurs propres représentations.

Ministère de la Défense

Préservation et valorisation du patrimoine cartographique du SHOM – MINDEF (SGA)

Ce projet a pour ambition de numériser et publier un grand volume de données d'archives détenues par le SHOM, en particulier les minutes de levés de 1800 à aujourd'hui et les cartes marines sur les côtes de France sur la même période.

Plusieurs applications sont envisagées : études sur l'évolution de trait de côté et des fonds marins ; évaluation des risques de submersions marines et changement climatique ; aménagement du littoral selon les époques ; développement de l'économie maritime ; amélioration de la sécurité de la navigation.

Plateforme de l'information nautique géographique (PING) – MINDEF (SGA)

Le projet consiste à expérimenter le concept d'une plateforme de l'information nautique géographique qui permet aux nombreux acteurs d'assurer leur rôle plus facilement et plus efficacement via un système d'information commun.

Les innovations d'usage sont très nombreuses: numérisation et géolocalisation de l'information nautique ; signalements et alertes en temps réel ; accès à l'information nautique et à la cartographie à partir d'un point unique ; échanges de données simplifiés entre les acteurs concernés.

Il s'agit de faire rentrer l'information nautique dans l'ère du Web.

Programme « Futurs Publics » – 9 projets

Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

Accès aux archives du climat pour la recherche (ArClim) – MEDDE (Météo France)

L'objectif du projet ArClim présenté par Météo France est de recenser, organiser et mettre à disposition l'ensemble des archives du climat depuis 1850. Ces informations extrêmement riches et intéressantes pour les chercheurs et les citoyens seront accessibles en opendata.

Le projet a été imaginé pour répondre à la fois au besoin des agents de Météo France dans la gestion de ces archives climatiques et à celui de la communauté scientifique qui utilise ces données climatiques. Il permettra l'accès à des données climatiques non disponibles à l'heure actuelle.

Ministère de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique

Calcul simplifié des droits et taxes pour les achats à l'étranger des voyageurs et des internautes – MINEFI (DGDDI)

Afin de répondre à un besoin de simplification des professionnels et des particuliers achetant à l'étranger des produits soumis aux droits de douane, la douane envisage de mettre à disposition du grand public un outil simple et multilingue de calcul des droits et taxes à l'import.

Le simulateur pourra être testé en situation sur des biens importés.

Programme d'apurement des bordereaux par lecture optique, nouvelle génération (PABLO NG) – MINEFI (DGDDI)

Dans le cadre du projet d'amélioration de l'attractivité du territoire, la Douane propose un projet à destination des touristes étrangers achetant des produits en France et souhaitant faire détaxer leurs produits en quittant le territoire. Le dispositif PABLO NG doit permettre de simplifier drastiquement la procédure de détaxe et offrira aux touristes étrangers la possibilité d'un remboursement plus intuitif et plus rapide. Le nouveau système facilitera la validation des bordereaux de détaxe et permettra la vérification en temps réel de leur statut.

La douane testera en situation d'usage les nouvelles bornes de détaxe et l'application dédiée au service.

Ministère de la Justice

Appliquer le design de politiques publiques à une démarche de prospective à la Protection judiciaire de la jeunesse – MJ (DPJJ)

Cette démarche expérimentale portée par la Direction de la protection judiciaire de la jeunesse doit mobiliser l'ensemble des parties prenantes de la justice des mineurs au niveau national et sur un territoire. L'utilisation du design de politiques publiques permettra de repenser les cadres juridiques et d'identifier de nouvelles formes d'accompagnement des jeunes pris en charge dans un cadre pénal.

Les prototypes imaginés dans le cadre de la démarche seront testés par des professionnels de la justice des mineurs.

Direction de l'information légale et administrative

Géolocalisation du droit (Joloc) – SPM (DILA)

Le projet consiste à développer un portail d'accès à l'information légale et administrative par l'intermédiaire des indications de géolocalisation qu'elle contient, quelle que soit l'administration à l'origine des textes juridiques.

Le projet aboutira à la production d'un prototype d'information juridique géolocalisée. Celui-ci pourra être testé directement auprès des utilisateurs. A titre d'exemple, un citoyen pourra accéder à tous les textes relatifs aux lignes à haute tension dans un rayon de 5 km autour d'une commune spécifique.

Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports

La boussole des droits pour les 18-30 ans, la solution pour connaître et activer ses droits sur l'emploi, le logement et la santé – MVJS (DJEPVA)

Le projet consiste à créer un outil intelligent et collaboratif offrant un accès dynamique à une information multithématique pour les jeunes (emploi, logement, aides sociales, etc.).

Le projet fait suite un important travail de terrain réalisé avec les acteurs nationaux de l'accompagnement des jeunes. La boussole des droits sera construite avec les futurs utilisateurs et testée à l'issue du projet.

Ministère de l'Intérieur

Plateforme de recueil et d'analyse des données des victimes d'usages frauduleux de carte bancaire – MINT (STSI²)

Ce projet expérimental doit permettre de prototyper une plateforme de recueil et d'analyse des données des victimes d'usages frauduleux de cartes bancaires.

L'expérimentation répond à un besoin des usagers victimes de ces usages frauduleux. Le projet doit permettre de recueillir et d'analyser ces données et à terme, de poursuivre ces infractions plus efficacement.

Ministère de la Défense

e-voiture, projet d'autopartage interministériel – MINDEF (EMA-DCSCA)

Cette expérimentation doit permettre de mesurer le retour sur investissement d'une gestion automatisée de la flotte des véhicules des administrations publiques, et, pour le ministère de la Défense et au-delà tous les ministères, de rationaliser l'usage de leur parc automobile. Elle repose

sur une solution innovante développée par une start-up française en partenariat avec le ministère de la défense. Une solution technique sera tester en situation et afin de mesurer son retour sur investissement. Au cours de l'expérimentation, les agents concernés pourront réserver une voiture d'administration en ligne ou encore accéder à une plateforme de covoiturage pour leurs déplacements professionnels.

Ministère du Logement, de l'Egalité des territoires et de la Ruralité

Simulation numérique de la constructibilité réglementaire – MLETR

Le projet consiste à développer un outil de consultation et de simulation numérique permettant d'estimer et de visualiser en 3D les contraintes réglementaires relatives à la construction de nouveaux bâtiments.

A titre d'exemple, une maquette 3D d'un architecte pourra être « passée » à l'épreuve des réglementations d'urbanisme afin de vérifier les règles applicables à ce bâtiment.

Programme « Dites-le-nous une fois » – 12 projets

Ministre des Affaires sociales, de la Santé et des Droits des femmes

Activité partielle, mise en place du changement automatisé des données pour l'envoi des demandes d'indemnisation – MASS (DGEFP)

Ce projet consiste à simplifier et fiabiliser les échanges de données entre l'entreprise et les services publics dans le cadre de l'activité partielle. Il porte plus particulièrement sur la demande d'indemnisation.

Mise en place d'une architecture de gestion d'applications nativement « DLNUF » compatible (évolution du générateur AGADIR) – MASS (DGEFP)

Ce projet consiste à simplifier les démarches des entreprises dans le domaine de la collecte des bilans pédagogiques et financiers envoyés annuellement par les organismes de formation, en intégrant systématiquement les possibilités d'échanges de données entre administrations (application du principe « Dites-le-nous une fois »).

Mise en place d'une architecture API entreprise à l'ASP pour simplifier les démarches des entreprises – MASS (DGEFP)

L'objectif est de mettre en place une nouvelle brique applicative dans le système d'information de l'Agence de Services et de Paiement (ASP), jouant un rôle de centralisateur pour la gestion des échanges entre les services API Entreprises et les applications de l'ASP.

Contrat de professionnalisation : mise en place de flux EDI pour l'envoi de contrats aux OPCA – MASS (DGEFP)

L'objectif de ce projet en termes d'usage est d'assurer la mise en place d'un flux EDI et sa supervision pour les contrats de professionnalisation et d'unifier les flux d'entrée pour les OPCA.

Simplification du suivi d'exécution de l'insertion par l'activité économique pour les entreprises – MASS (DGEFP)

L'objectif est de simplifier le suivi de l'exécution des obligations des employeurs dans le cadre de l'insertion par l'activité économique.

1 projet en attente de validation par le Premier ministre

Industrialisation de la DSN – MASS (DSS)

Le projet porte sur l'industrialisation de la Déclaration Sociale Nominative (généralisation à l'ensemble des entreprises à compter de 2016) sur le périmètre des déclarations sociales et sur l'intégration de déclaration de la DGFIP (CVAE, DAS2, taxe d'apprentissage ...).

Direction de l'information légale et administrative

Dématérialisation de la procédure de déclaration des ICPE (Installations classées pour la protection de l'environnement) soumises au régime de la déclaration – DILA

Le projet porte sur la dématérialisation des déclarations ICPE, comme cas d'usage pilote de la plateforme de service en ligne de la DILA.

Mon Dashboard Entreprise - Service d'information légale et administrative personnalisé pour les TPE/PME - DILA

Le projet vise à améliorer l'accès des entreprises à des informations personnalisées en fonction de leur profil et de leur activité, à partir de données ouvertes et enrichies. Ces données rendues interopérables pourront être référencées, agrégées, enrichies et repartagées, encourageant ainsi le développement de biens communs numériques.

Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

APICARTO (composant cartographique pour les formulaires administratifs) – MEDDE (CGDD)

En partenariat avec l'IGN, le projet vise à développer et mettre à disposition de l'ensemble des acteurs publics un service Cartographique permettant d'exploiter directement les informations géolocalisables sollicitées dans les démarches administratives, afin de fiabiliser et simplifier les procédures, et accélérer leur traitement par les services.

Déclaration unifiée pour les ouvrages souterrains DUPLOS (Forage) – MEDDE (DGALN)

Le projet vise à simplifier les démarches des maîtres d'ouvrage liées aux opérations de forage par la mise en place d'un guichet unique et des échanges de données entre administrations. Il vise à faire de la base des ouvrages souterrains un référentiel inter-ministériel réutilisable selon les besoins des autres administrations.

Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports

DLNUF associations (simplification et réduction des démarches administratives des associations) – MVJS (DJEPVA)

Le projet vise à simplifier les démarches des associations par réutilisation de données disponibles et à créer une plateforme ouverte de visualisation des données publiques associatives.

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

MIQUADO IDEE, Mise en qualité des données d'identité des entreprises – MAAF

Le projet est un projet d'architecture visant à améliorer la fiabilité des données INSEE utilisées dans les applications du MAAF. Ce projet doit permettre une meilleure instruction des dossiers des entreprises, et des démarches sécurisées et facilitées pour les usagers et les agents.

Ministère du Logement, de l'Égalité des territoires et de la Ruralité

Suivi et programmation des logements sociaux – MLETR (DHUP)

Le projet vise à dématérialiser de bout en bout le dépôt et l'instruction des demandes d'aide à la pierre dans le cadre de la production de logements sociaux (version expérimentale de SPLS V2 en vue d'un futur déploiement).

Vague 2 d'appel à projets :

Le Commissariat général à l'investissement a publié le 18 juin 2015 trois nouveaux appels à projet relatifs aux programmes « Solutions et infrastructures partagées », « Identité numérique et relation usager », « Dites-le-nous une fois – volet particuliers ».

Au cours de cette cérémonie clôturée par Clotilde Valter, secrétaire d'État à la Réforme de l'État et à la Simplification, le gouvernement met en avant les projets de transformation numérique de l'État et modernisation de l'action publique.

La gouvernance du projet est assurée par trois partenaires :

- Le **Commissariat général à l'investissement** assure la gouvernance stratégique du fonds.
- La **Caisse des Dépôts et de Consignations** est l'opérateur financier en charge de la gestion administrative et financière du fonds.
- Le **secrétariat général pour la modernisation de l'action publique** est le service Pilote du Programme d'investissement d'avenir en charge du suivi technique et financier des projets.

CONTACTS PRESSE

Secrétariat d'État à la Réforme de l'État et à la Simplification

Cabinet de Clotilde Valter

Rebecca PERES

01 42 75 64 40

Laurent FARY

01 42 75 64 40

Commissariat général à l'investissement

Cabinet de Louis Schweitzer

fabrice.hermel@pm.gouv.fr

01 42 75 64 43

Secrétariat général pour la modernisation de l'action publique

Laurence Audras

laurence.audras@modernisation.gouv.fr

01 53 18 35 58 / 06 77 27 72 80

Lucas Tourny

lucas.tourny@modernisation.gouv.fr

01 53 18 74 41 / 06 84 33 94 14



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Premier ministre

SECRETARIAT D'ÉTAT
CHARGÉ DE
LA RÉFORME
DE L'ÉTAT ET
DE LA SIMPLIFICATION



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Premier ministre

Commissariat
Général
à l'Investissement